

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

Gérer mes cookies

REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

INVESTIR

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

Riche en ressources naturelles et économiquement stable, l'Algérie a historiquement attiré des flux d'investissements directs étrangers (IDE) significatifs. Cependant, les entrées ont diminué depuis le début de la pandémie de COVID-19 et n'ont atteint que 89 millions de dollars en 2022 selon le [Rapport mondial sur l'investissement de la CNUCED pour 2023](#), contre une moyenne triennale de 1,3 milliard de dollars entre 2018 et 2020. En revanche, le stock d'IDE a augmenté, atteignant 34 milliards de dollars en 2022, soit environ 17,4% du PIB. L'Algérie a connu une baisse significative des projets d'IDE au cours des années suivant son pic de 28 projets en 2019. Le pays a eu du mal à se rétablir complètement, ne connaissant que cinq projets en 2020 pendant l'impact de la pandémie de Covid-19 et 12 en 2022. La même année, les projets d'énergie renouvelable et alternative représentaient 25% des projets d'IDE totaux, reflétant l'influence des ressources abondantes en hydrocarbures de l'Algérie. Pendant ce temps, les produits chimiques, le charbon et le pétrole et le gaz ont chacun contribué à environ un sixième des projets d'IDE dans le pays (données du Monitor de l'Investissement). Selon les données officielles de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, les principaux investisseurs dans le pays sont les États-Unis (29 %), l'Italie (10 %), la France (10 %), l'Espagne (7 %) et le Royaume-Uni (6 %) ; tandis que les investissements sont principalement dirigés vers le secteur industriel (en particulier les hydrocarbures), la construction, le transport et l'agriculture.

Les opérateurs économiques sont confrontés à divers défis, notamment des procédures douanières complexes, des obstacles bureaucratiques, des problèmes liés aux transactions financières et une concurrence mondiale sur les prix. Les entreprises étrangères en Algérie expriment des inquiétudes concernant les changements fréquents dans les lois et règlements, accroissant ainsi les risques commerciaux pour les investisseurs. De plus, l'intégration régionale limitée et les restrictions à l'importation entravent l'utilisation des chaînes d'approvisionnement internationales. Jusqu'en 2019, la participation d'un investisseur étranger dans une entreprise algérienne était limitée à 49 % et les entrepreneurs étrangers étaient obligés de trouver des partenaires locaux pour les appels d'offres publics. Cependant, le gouvernement du président Abdelmadjid Tebboune a éliminé la restriction dite "51/49" qui exigeait la propriété majoritaire algérienne de toutes les nouvelles entreprises. L'exigence est toujours en vigueur pour les "secteurs stratégiques", identifiés comme les hydrocarbures, l'exploitation minière, la défense, l'importation de biens destinés à la revente en Algérie et la production pharmaceutique. En 2022, le gouvernement a publié des réglementations supplémentaires liées à la loi sur l'investissement adoptée en juillet. Ces réglementations stipulent que les investisseurs étrangers doivent couvrir au moins 25 % du coût total de l'investissement pour bénéficier de la rapatriation sans restriction du capital investi et de ses revenus associés. Le gouvernement a également approuvé une nouvelle loi sur les hydrocarbures, améliorant les conditions fiscales et la flexibilité contractuelle afin d'attirer de nouveaux investisseurs internationaux. Suite à la promulgation de cette loi, de grandes compagnies pétrolières internationales ont signé des protocoles d'accord avec la société nationale des hydrocarbures Sonatrach. Il existe deux principales agences chargées d'attirer les investissements étrangers : l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) et l'Agence Nationale pour la Valorisation des Hydrocarbures (ALNAFT). L'Algérie se classe 119e parmi les 132 économies du [Global Innovation Index 2023](#) et au 164e rang sur 184 pays selon le dernier [Index de la Liberté Économique](#).

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	1.143	870	89
Stocks d'IDE (millions USD)	33.107	33.977	34.066
Nombre d'investissements greenfield*	6	10	4
Value of Greenfield Investments (million USD)	82	861	136

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	Algérie	Moyen-Orient & Afrique du nord	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	4,0	6,4	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,8	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	4,7	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

POURQUOI CHOISIR D'INVESTIR EN ALGÉRIE

Les points forts

Les points forts du pays sont :

- Les faibles coûts des intrants énergétiques (gaz, carburants et électricité) ;
- Une réserve de liquidités importante qui diminue sa vulnérabilité face aux variations des prix internationaux des matières premières ;
- Un important potentiel en matière d'énergies renouvelables et de tourisme ;
- Une main-d'œuvre qualifiée et bon marché ;
- Des réformes visant à encourager les investissements étrangers ainsi que divers dispositifs incitatifs pour encourager l'investissement ;
- La proximité de l'Algérie vis-à-vis de l'Europe, son positionnement géographique d'interface entre Europe et Afrique et au sein du Maghreb.

Les points faibles

Les points faibles du pays sont :

- La lenteur de l'administration et l'hypertrophie du secteur public ;
- Un climat des affaires de piètre qualité selon les agences d'évaluation internationales ;
- La dépendance de l'économie aux hydrocarbures, qui induit une dépendance aux importations de biens transformés ;
- L'insuffisant développement du marché régional, qui restreint l'attrait de l'Algérie pour les investisseurs

étrangers ;

- La complexité de la législation, notamment fiscale, et une incertitude dans l'interprétation de certains contrats ;
- L'accès au foncier industriel ;
- Le fort taux de chômage des jeunes ;
- Un contexte géopolitique régional dégradé (Libye, Mali, tensions avec le Maroc).

Les mesures mises en place par le gouvernement

Pour attirer et encourager les investissements étrangers, le gouvernement a mis en place divers dispositifs très attractifs dont la réduction des impôts sur les sociétés pour les investissements dans certaines zones géographiques, une réduction des contributions sociales pour le recrutement de jeunes, la concession de terres par entente mutuelle (qui permet de bénéficier des mêmes droits qu'un propriétaire) et des exemptions fiscales pour les projets d'exportation durant toute la durée de vie du projet. Pour plus de détails, consultez le guide d'investissement de KPMG et ANDI (Agence nationale pour le développement des investissements).

Le gouvernement s'efforce d'attirer les IDE dans les secteurs susceptibles de créer des emplois et de faire diminuer les importations de biens transformés. Plusieurs secteurs font l'objet d'incitations fiscales pour les investisseurs étrangers, dont l'industrie automobile et le secteur des énergies renouvelables.

Cependant, depuis 2008 une instruction va dans le sens d'une restriction des IDE étrangers. Jusqu'en 2019, pour chaque nouveau projet d'investissement en Algérie, la majorité de son capital (51%) devait être détenue par des partenaires locaux; cependant, cette limitation a été levée (sauf pour les « secteurs stratégiques » tels que les hydrocarbures, les mines, la défense et les produits pharmaceutiques). Le gouvernement algérien a mis en place des politiques économiques protectionnistes (quotas d'importation pour plusieurs types de produits). Néanmoins, ces dernières années, l'Algérie a bénéficié du soutien de la Banque mondiale pour améliorer son climat des affaires.

LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Les secteurs économiques clés

Les hydrocarbures, l'industrie agroalimentaire, l'immobilier, la chimie et la vente au détail.

Les secteurs à fort potentiel

En termes de besoins, l'Algérie souffre d'un déficit de logement et a de forts besoins sanitaires. En outre, l'industrie manufacturière est sous-développée : l'Algérie importe la majorité de ses biens transformés. Plusieurs secteurs de l'économie algérienne sont porteurs : santé, agriculture (actuellement, une partie importante des besoins en produits agricoles est importée), technologies de l'information et de la communication (téléphonie mobile et Internet), hydrocarbures, énergies renouvelables, tourisme, BTP, développement des infrastructures (routières, ferroviaires, aéroportuaires, portuaires, etc.), traitement et gestion de l'eau, secteur bancaire, secteur agroalimentaire, défense, automobiles, grande distribution.

Les programmes de privatisation

Désormais toutes les entreprises publiques économiques sont éligibles à la privatisation, qui concerne 1 200 entreprises publiques économiques (EPE) et représente une modalité d'ouverture de l'économie algérienne à l'économie de marché consacrée officiellement par l'instauration d'un cadre législatif. Le Dispositif d'aides aux investissements est disponible en ligne sur le site du Ministère des Participations et de la Promotion des

Investissements (MPPI). En 2016, le gouvernement algérien a annoncé que 66% des parts d'une entreprise d'État peu rentable pourrait désormais être rachetée par un intérêt privé, à condition qu'il soit détenu majoritairement par un ou plusieurs citoyens algériens. Cependant, les programmes de privatisation des entreprises publiques ont été critiqués par le public, car il reste un sujet sensible. À ce jour, les entreprises publiques représentent plus de la moitié de l'économie formelle algérienne; et les privatisations ont été limitées au secteur de l'eau.

Les entreprises étrangères ont pu détenir la propriété complète d'un champ pétrolifère. Le gaz de schiste devrait également être ouvert aux investisseurs étrangers. La privatisation des banques publiques a été annoncée pour 2022.

Les appels d'offres, les projets et les marchés publics

[Tenders Info](#), Appels d'offres en Algérie

[DgMarket](#), Appels d'offres dans le monde

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs monopolistiques

En principe, il n'y a plus de monopole en Algérie. Pourtant, certains secteurs d'activités sont difficilement accessibles, tels que les secteurs du tabac ou des hydrocarbures.

Les secteurs en déclin

Textile

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les agences d'aide à l'investissement

[Agence Nationale pour le Développement de l'Investissement](#)

Les autres ressources utiles

[Guide d'investissement en Algérie](#)

Les guides de l'investisseur

[Guide commercial de l'Algérie - trade.gov](#)

[Guide fiscal et commercial international de PwC](#)